

Le politique - République et Laïcité

Respectable Loge, Etoile Polaire, Orient de Paris, Région 12

Mots-clefs : Décentralisation, Secteur privé, Laïcité, Intégration républicaine, Pouvoir législatif

Problématique en jeu :

Analyse de la situation et ce qu'elle est devenue en ces temps de crise :

En France nous vivons dans une république laïque. Ceci constitue une singularité dans le monde que nous devons protéger et améliorer.

Notre système apparaît trop technocratique avec un fonctionnement trop lourd et une centralisation excessive. Nous devons prendre en compte les événements qui se sont produits au cours de l'année 2019 (crise des « gilets jaunes ») avant la crise sanitaire.

Proposition d'actions concrètes :

- Nous devons donner plus d'importance et de pouvoir de décision au niveau local (municipalités, départements, régions)
- Nous devons promouvoir la diversité de parcours dans les fonctions électives. Il y a trop de hauts fonctionnaires et de diplômés de l'ENA.
- Nous devons en ce sens favoriser l'accès aux responsabilités politiques locales aux personnes issues du secteur privé. Ceci devrait par exemple passer par des accords d'entreprise (dans un premier temps avec les grandes entreprises) pour que suite à un mandat électif celui qui désirerait retourner dans la vie active ou qui aurait perdu les élections puissent retrouver un emploi et donc une rémunération.
- Il devrait exister un statut de l'élu qui repose sur une qualification l'autorisant à gérer un territoire ou un organisme public. Cette qualification repose sur une formation sanctionnée d'un diplôme.
- Nous devons limiter à trois le nombre de mandats électifs.
- Dans les conseils municipaux il faudrait faire venir des citoyens choisis par tirage au sort.
- Il faut diminuer le nombre de lois et de normes. Chaque nouvelle loi devrait faire l'objet d'une étude d'impact pour évaluer sa pertinence. Chaque nouvelle loi devrait être conditionnée par l'élimination d'une ou plusieurs lois existantes.

Être français ne doit pas être simplement le fait du hasard ou d'une facilité accordée lors d'une immigration économique ou dans le cadre du statut de réfugié politique. Notre modèle social et notre conception du « vivre ensemble » doivent être compris par l'ensemble des citoyens. L'instruction civique doit être rétablie à l'école et au collège.

Les étrangers qui demandent la nationalité française devront effectuer un vrai stage républicain. Un examen de passage leur sera demandé durant lequel il sera vérifié qu'ils parlent couramment la langue française, qu'ils connaissent la marseillaise, qu'ils ont reçus et compris une formation sur la laïcité.

la formation des prêtres, imams et rabbins doit comporter un module de formation et d'enseignement à la laïcité.

L'islam politique qui gangrène de plus en plus de quartiers doit être combattu. Il représente un véritable danger pour notre démocratie car il remet ouvertement en cause le pacte social et les principes fondamentaux de la laïcité notamment la liberté de croire ou de ne pas croire, le droit au blasphème et l'égalité homme femme.

La République ainsi que la grande majorité des musulmans de France qui veulent vivre leur foi en

toute quiétude et en symbiose avec notre modèle laïque attendent des actes.

L'État doit agir fermement contre les comportements de certains guides religieux, principalement les Imams, venus de l'étranger, qui prêchent en arabe et qui dénoncent les lois de la République. Ils appellent parfois au Jihad. Cet « entrisme » politico-religieux est souvent téléguidé et financé de l'étranger (Qatar, Arabie Saoudite, Turquie).

La réponse de l'État doit être ferme :

- Interdiction des prêches en langue étrangère
- Expulsion des Imams étrangers convaincus de prêcher contre les lois de la République
- Fermeture des lieux de culte qui favorisent ces pratiques
- Actions diplomatiques plus concrètes vis-à-vis des pays qui financent ces activités.

Le vote devrait être obligatoire

Il faut rendre les citoyens responsables leur destin. Il faudra tenir compte des votes blancs et des votes nuls dans le résultat des élections. Nous ne sommes pas favorables au vote électronique à distance pour trois raisons majeures : la désacralisation du vote, le risque de piratage informatique et le risque de vote « sous contrôle ».

Renforcer le service civil pour les jeunes

Afin de recréer ce brassage entre les couches de la population et apporter une aide dans des services de la santé et autres. Parallèlement à cela, comme nous l'avions évoqué pour le thème travail, il faut réformer l'éducation afin que chaque Français ait un vrai crédit de formation qui puisse le suivre toute sa vie professionnelle pour lui permettre de s'adapter aux changements qui interviendront au cours de sa carrière. La méritocratie républicaine qui se grippe pourrait repartir dans ce contexte.

Il faut améliorer la formation de nos concitoyens tout au long de leur vie. L'école et le collège doivent donner la priorité aux « humanités », le lycée et les études supérieures doivent commencer à préparer le citoyen à la vie active.

Au cours de sa vie active le citoyen devra disposer d'un crédit important de formation pour soit se perfectionner dans son métier et s'adapter aux nouvelles technologies soit apprendre un nouveau métier.